

Le contexte juridique

- **La loi Quilliot du 12 juin 1982** : « *Le droit à l'habitat est fondamental* »
- **La loi Mermaz du 6 juillet 1989** : « *Le droit au logement est un droit fondamental* »
- **La loi n° 90-449 du 31 mai 1990, dite Loi Besson, visant la mise en œuvre du droit au logement** a consacré le principe du droit au logement dans son article premier :
 - « *Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir* »
- **La loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions** et son décret d'application du 22 octobre 1999 confirment ce principe à travers cinq grands objectifs : offrir un toit à tout ménage en situation de grande précarité, prévenir les expulsions, éradiquer l'habitat insalubre, accroître l'offre de logements adaptés aux personnes défavorisées et concilier accueil des plus démunis et mixité sociale. Ces textes précisent les conditions de mise en œuvre du PDALPD et les modalités de gestion du Fonds de Solidarité pour le Logement [FSL]. La loi du 29 juillet prévoit une territorialisation des politiques de l'habitat et du logement par la création de bassins d'habitat et la mise en place de conférences intercommunales du logement.
- **La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales** apporte des modifications dans les dispositions portant sur le logement et l'habitat. Cela concerne, sous réserve que diverses conditions soient remplies :
 - la possibilité de délégation conventionnelle, après accord du maire, à un établissement public de coopération intercommunale [EPCI] ayant compétence en matière d'habitat, de tout ou partie du contingent préfectoral sur le territoire de la commune ou de l'établissement ;
 - la possibilité de délégation conventionnelle de l'aide à la pierre aux départements et/ou aux EPCI.Cette loi prévoit également le transfert du FSL aux départements et l'intégration des impayés d'énergie, d'eau et de services téléphoniques dans le champ des aides accordées par le fonds aux ménages défavorisés.
- **La loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale** introduit, dans son volet logement, des mesures dont les principales en faveur des ménages défavorisés concernent :
 - le parc social, à savoir le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, de places d'hébergement, de maisons relais ainsi que l'attribution de logements ;
 - le parc privé : mobilisation du parc privé, modifications des règles régissant les rapports locatifs, renforcement de la protection des locataires de logements meublés ;
 - la prévention des expulsions pour laquelle les nouvelles dispositions de la loi induisent des adaptations.
- **La loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement** qui réaffirme les grandes orientations des PDALPD (analyse des besoins, définition des publics prioritaires, développement de l'offre de logement et d'hébergement, prévention des expulsions, lutte contre l'habitat indigne) et qui prévoit, en prenant en compte le rôle des EPCI, la territorialisation des actions afin de permettre un meilleur ajustement des politiques en direction des populations visées par le plan.
- **La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 relative au droit au logement opposable** qui prévoit un plan d'action renforcé en direction des personnes sans abri avec notamment des objectifs chiffrés pour certaines communes en matière d'hébergement d'urgence, sous peine de pénalités financières. La loi du 5 mars 2007 a créé le droit au logement opposable. Droit garanti par un recours juridictionnel, sa mise en œuvre est plus délicate en raison de l'insuffisance actuelle de l'offre de logements.
- **La Loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre les exclusions n° 2009-323 du 25 mars 2009, dite Loi Boutin ou encore Loi Molle.** Cette loi se consacre notamment à la mobilisation des acteurs du logement, à l'amélioration du fonctionnement des copropriétés, au programme national de requalification des quartiers anciens dégradés, au développement de l'offre nouvelle de logements, à la mobilité dans le parc de logements et à la lutte contre l'exclusion, à l'hébergement et à l'accès au logement.